

Monsieur l'Orateur, à mon avis, le gouvernement arrive un peu en retard pour régler ce différend, alors qu'il savait très bien qu'il n'y avait pas entente dans les négociations. On aurait pu, à ce moment-là, dépêcher le ministre ou les ministres en cause pour aider à régler le conflit qui existe entre les débardeurs et les employeurs. Nous sommes aujourd'hui en face d'une situation alarmante. Des centaines de navires sont immobilisés dans le port de Vancouver; on ne peut ni les charger ni les décharger. Les agriculteurs de l'Ouest attendent pour expédier leur blé; rien ne bouge, et aucune solution n'est apportée.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement présente maintenant un projet de loi pour obliger les débardeurs à reprendre le travail sans dire ce qu'il suggère pour que les négociations se terminent par une entente entre les deux parties. Le gouvernement ne fait pas de suggestion. Voici tout ce qu'il dit: Retournez au travail! Il s'agit, monsieur l'Orateur, d'un cataplasme sur une jambe de bois. Dire simplement aux travailleurs de retourner au travail d'ici le 31 décembre signifie que le 1^{er} janvier nous pourrions encore être dans la même situation.

Nous avons connu la même chose à Montréal, à Trois-Rivières et à Québec, il n'y a pas si longtemps. Nous réclamions l'intervention du gouvernement. Celui-ci disait: Nous ne devons pas intervenir, même si la grève doit durer des semaines et des mois. Les débardeurs de Montréal, Québec et Trois-Rivières, ainsi que leurs familles, ont souffert pendant tout ce temps, mais le ministre nous répondait chaque jour: Je ne veux pas intervenir. Et pourtant, à ce moment-là, il y avait urgence dans ces ports-là.

Aujourd'hui, on nous répond: On aurait pu utiliser les ports de Sorel, etc. Quelle boutade! Tout le monde sait que les ouvriers de Montréal, Québec, Trois-Rivières font partie des mêmes syndicats que ceux de Sorel, etc. On n'aurait pas enduré cette situation. On n'aurait pas accepté le retour au travail. Le ministre était bien au courant de cela. On a quand même attendu des semaines et des mois avant d'intervenir, alors que, actuellement, on intervient immédiatement pour régler le conflit.

Voilà pourquoi tant de gens se demandent si le gouvernement a une attitude et une politique particulières pour les gens de l'Ouest, qui diffèrent pour les gens de l'Est, et particulièrement pour ceux de la province de Québec. Voilà ce contre quoi nous nous élevons. Nous voulons l'adoption de la même politique pour la province de Québec, les Maritimes, etc. Nous voulons une politique de justice envers les travailleurs uniforme à travers tout le Canada, que ce soit à Vancouver, à Halifax, à Montréal, à Trois-Rivières, à Québec ou à Toronto.

Monsieur l'Orateur, le bill C-231 ne constituera pas une solution au problème; nous savons que ce sera encore à refaire, car les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets. Lorsqu'on sème une carotte, on ne peut pas récolter une patate. Lorsqu'on sème un chou-fleur, on récolte un chou-fleur, et non pas une banane. Les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets.

Les causes de tous ces conflits, qu'il s'agisse de celui de Vancouver, de ceux que nous connaissons dans la province de Québec, à Toronto, au Manitoba ou ailleurs, découlent directement d'un système économique qui ne tient pas compte des réalités, d'un système qu'on essaie de plier aux exigences des financiers, des contrôleurs du sang économique de la nation canadienne, de quelques individus qui créent la panique dans diverses régions du pays. Au lieu de changer le système, de l'améliorer, on punit les ouvriers, les patrons, tout le monde.

[M. Caouette.]

Monsieur l'Orateur, tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas la sécurité individuelle intimement liée à la production nationale, nous tournerons en rond comme nous le faisons présentement. La fin d'une grève constituera le commencement d'une nouvelle, et jamais nous n'en arriverons au bout. Nous agissons exactement comme un chien qui court après sa queue, qui tourne en rond: nous n'en arriverons jamais à une solution.

J'entendais l'honorable chef du Nouveau parti démocratique dire: Nous devons assurer la sécurité d'emploi aux débardeurs, aux manutentionnaires de grains de Vancouver, leur assurer la sécurité d'emploi, même si on utilise de nouvelles techniques, des ordinateurs, etc.

Monsieur l'Orateur, on veut ajouter la sécurité d'emploi à l'achat de machines nouvelles. Après qu'on vienne donc me parler du contrôle des prix et des salaires pour voir si cela donnera la prospérité au Canada, si les Canadiens pourront bénéficier de leur production!

Au fait, nous avons de nouvelles machines, des ordinateurs. Nous faisons usage de nouvelles machines. Mais il faut se poser la question: En tant que Canadiens intelligents—et non pas en tant que Canadiens perdus dans la confusion—est-ce que leur utilisation servira à punir l'homme ou bien à le servir?

• (1620)

Si le tout a été inventé pour punir l'homme, persistons dans le système actuel car tout va très bien ainsi. Les conflits relatifs aux grains, le mécontentement, les bouleversements, les assauts ici, les assauts là, les luttes inter-syndicales, les syndiqués qui luttent contre d'autres syndicats, les mises à pied, le chômage, sont autant de maux engendrés par ce système.

Monsieur l'Orateur, si les inventions, la technologie, les ordinateurs et les machines nouvelles ont été inventés pour servir l'homme plutôt que de le faire suer, il n'y a qu'une solution, et ce n'est pas la sécurité d'emploi, mais la sécurité du revenu, seule solution qui puisse faire face à la situation.

Ceci se traduirait, monsieur l'Orateur, par la conclusion suivante: si la technologie nouvelle, les inventions nouvelles, les machines nouvelles et les ordinateurs sont appelés à remplacer les hommes au travail—et c'est ce qui se produit, et ce contre quoi les ouvriers et les syndicats luttent—bref, si toutes ces choses doivent servir l'homme, il n'y a qu'une façon de procéder. Dans la mesure où ces innovations sont appliqués, distribuons à chacun un revenu basé sur ce que la machine, la technologie nouvelle produit au Canada, un revenu qui s'appellerait sécurité économique et sociale ou bien, dividende national, peu importe, pourvu qu'on obtienne un équilibre entre le pouvoir d'achat du citoyen et la production de son pays.

A ce moment-là, monsieur l'Orateur, nous obtiendrions une économie équilibrée, plutôt que d'assister au spectacle dont nous sommes témoins actuellement, non seulement à Vancouver, mais aussi dans bien d'autres endroits. Il se fait des mises à pied, par exemple, près de Contrecoeur, à la General Motors, à la Northern Electric, chez les débardeurs des ports nationaux, chez les postiers.

Il y a encore du mécontentement partout. Pourquoi? Parce que les gens veulent obtenir leur sécurité, et ce avec raison. La seule façon de leur donner leur sécurité, ce n'est pas de leur mettre un carcan au cou et de les forcer à occuper un emploi où on n'en a pas besoin, mais c'est de leur donner le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter ce que les machines vont produire pour les servir. Alors